

Témoignages

JOURNAL FONDÉ PAR RAYMOND VERGÈS

N°19953 77ÈME ANNÉE

LA CHINE PROMET DEUX MILLIARDS DE DOSES DE VACCIN AU MONDE

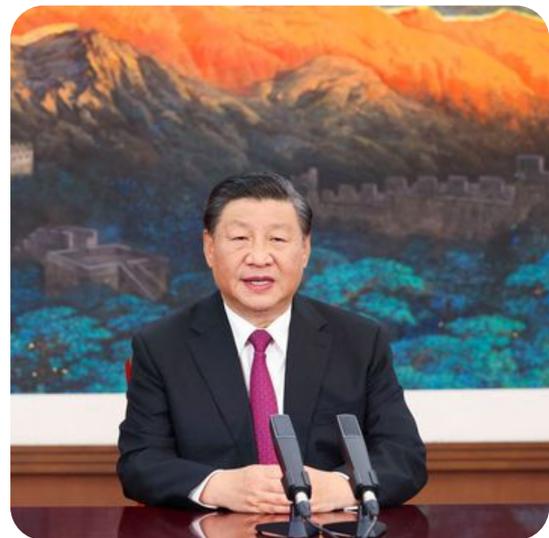
Le président chinois Xi Jinping a annoncé que la Chine offrira deux milliards de doses de vaccin anti-Covid-19 d'ici la fin de l'année 2021, et 100 millions seront également données au système Covax.

Lors de la première réunion du Forum international sur la coopération en matière de vaccins contre la COVID-19 tenue début septembre, le Président Xi Jinping a annoncé que tout au long de cette année, la Chine s'efforcera de fournir 2 milliards de doses de vaccins contre la COVID-19 au monde et offrirait 100 millions de dollars américains (90 milliards d'euros) à la facilité COVAX pour la distribution de vaccins aux pays en développement.

La Chine continuera d'apporter sa part de contribution à la réalisation d'un accès équitable aux vaccins dans les pays en développement, selon la diplomatie chinoise.

"Nous appelons également les pays ayant les capacités requises à prendre sans tarder des actions concrètes pour soutenir et aider les pays en développement à obtenir des vaccins afin de contribuer à la victoire rapide de l'humanité sur la pandémie", a déclaré Wang Wenbin, porte-parole du ministère des affaires étrangères.

Ce dernier a expliqué lors d'un point presse que *"la Chine soutient toujours activement la facilité COVAX et y prend part. Elle s'engage à promouvoir l'accessibilité et l'abordabilité des vaccins*



dans les pays en développement".

En effet, après l'homologation des vaccins de Sinopharm et de Sinovac par l'OMS pour une utilisation d'urgence dans la première moitié de l'année 2021, ces derniers *"ont mobilisé et coordonné immédiatement leurs efforts pour assurer la production et ont discuté activement avec l'Alliance GAVI de la fourniture de vaccins".*

De plus, les vaccins de Sinopharm et de Sinovac ont été ajoutés dans le portefeuille de la facilité COVAX en juillet dernier. En vertu des accords d'achat signés entre les deux parties, les Sinopharm et Sinovac fourniront 110 millions de doses de vaccins à la facilité COVAX d'ici la fin du mois d'octobre 2021.

Les responsables de COVAX et la Chine "sont parvenues à une intention de fourniture de vaccins à long terme dans le futur et sont actuellement en consultations sur le calendrier et le plan spécifiques de la fourniture future. Selon des informations, le premier lot d'environ 9 millions de doses de vaccins a été déjà acheminé au Pakistan et au Bangladesh au début du mois d'août", a expliqué Wang Wenbon.

Près de 30 millions de doses de vaccins seront expédiées prochainement et successivement envers des pays en développement, dont l'Algérie, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Kirghizistan et le Venezuela.

Près de 30 millions de doses de vaccins seront expédiées prochainement et successivement envers des pays en développement, dont l'Algérie, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Kirghizistan et le Venezuela.

"Il s'agit d'une autre action concrète s'inscrivant dans les efforts déployés par la Chine pour honorer son engagement de 'faire des vaccins un bien public mondial', de promouvoir une distribution équitable des vaccins et de contribuer à la lutte antiépidémique mondiale", a expliqué ce dernier.

La Rédaction

LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE ACCROIT LES RISQUES D'INFECTION ET D'AGGRAVATION DU COVID-19

L'augmentation de la pollution atmosphérique a un impact négatif sur le risque d'infection et le développement d'une forme plus grave du coronavirus, a indiqué un rapport publié par le Conseil supérieur de la Santé (CSS).

Des liens ont été démontrés entre le Covid-19 et l'environnement. Les mesures de confinement ont ainsi contribué à une amélioration de la qualité de l'air et de l'eau dans de nombreuses villes dans le monde.

Cependant d'autres liens moins évidents existent, comme celui mis en exergue dans le dernier rapport du Conseil supérieur de la Santé de la Belgique. En effet, ce dernier a montré l'impact de l'environnement sur les infections au coronavirus, et plus précisément ici de la qualité de l'air.

"Comme le Covid-19 infecte principalement les voies respiratoires, il n'est pas surprenant que l'augmentation de la pollution atmosphérique ait également un impact négatif sur le risque d'infection et le développement de la maladie", ont expliqué les auteurs du rapport.

Le CSS préconise une prise en considération de toutes les thématiques climatiques, sanitaire, sociale, psychologique, économique, ... pour comprendre et lutter contre le coronavirus.

"Une approche interdisciplinaire et holistique est nécessaire pour évaluer les effets du Covid-19 [...], et développer une stratégie cohérente de prévention et de contrôle. Les données environnementales et sanitaires doivent être structurellement intégrées au système de surveillance et d'alerte en prévision de futures épidémies virales", concluent les auteurs du rapport.

L'INACTION CLIMATIQUE DES ÉTATS MENACE LES ÉCONOMIES

Tous les yeux se tournent vers la COP26 de Glasgow, pourtant le constat reste inchangé depuis plusieurs années : l'inaction politique contribue aux effets du dérèglement climatique qui pèsent désormais lourdement sur l'économie des États.

Alors que le traité final de cette COP21, en décembre 2015, avait inscrit comme ambition de contenir le réchauffement climatique « bien en deçà de 2 °C » par rapport aux niveaux préindustriels, suivie d'une mention à un objectif idéal de 1,5 °C, les promesses ont été loin d'être tenues par les États.

Depuis 2015, c'est à une hausse comprise entre 3 et 4 degrés que la planète semble pour l'instant promise. Avec ses effets dévastateurs sur la nature, les animaux et les humains : feux, tempêtes, sécheresses, montée des eaux, dérèglement climatique, ...

La question environnementale a peiné à touché les dirigeants. De fait, certaines institutions ont décidé de mettre en avant le volet économique pour convaincre de la nécessité de mettre en place rapidement des mesures efficaces.

Ainsi, l'inaction des gouvernements et des entreprises dans le domaine climatique va très certainement provoquer une perte drastique de produit intérieur brut dans la zone euro, sous le coup des dégâts liés au réchauffement, selon la Banque centrale européenne.

L'absence de mesures ordonnées pour décarboner l'économie pourrait faire perdre au PIB de l'UE 4% d'ici 2030 et plus de 10% d'ici 2100, en comparaison d'un scénario où les gouvernements mettent en place des politiques actives de transitions écologiques selon les



**UN CLIMATE
CHANGE
CONFERENCE
UK 2021**

IN PARTNERSHIP WITH ITALY

résultats d'un test de résistance climatique mené par la BCE.

Ces conséquences économiques seront encore plus significatives mais atténuées dans un scénario intermédiaire, c'est-à-dire une transition « désordonnée » vers une économie décarbonée, où le retard dans l'action politique est rattrapé de manière abrupte et où les coûts de la transition pour les entreprises sont majorés.

« Sans politiques de transition vers une économie plus verte, les risques physiques augmenteront avec le temps » et de manière « non linéaire », en raison de la « nature irréversible du changement climatique », a affirmé Luis de Guindos, vice-président de la BCE, dans un communiqué.

Ainsi, la banque centrale européenne veut aussi sensibiliser le secteur privé sur le sujet en affirmant que la transition vers une économie plus verte reste « une opportunité en or » pour ne pas subir les effets futurs du climat.

La banque a réalisé un exercice pour prouver ses propos. Elle a été menée sur 2,3 millions d'entreprises et 1600 banques de la zone euro révèle également qu'en cas d'inaction politique, les portefeuilles de crédit avec une forte exposition au risque climatique ont 30% de chances supplémentaires de faire défaut en 2050 par rapport à 2020.

Ce test de résistance climatique à l'échelle de l'économie précède un prochain exercice qui sera mené courant 2022 sur les banques de la zone euro, afin de convaincre le plus grand nombre d'amorcer un changement de cap.

La Rédaction

Pertes et dommages

L'accord contient un passage sur les pertes et dommages, un mécanisme pour subvenir aux besoins des pays vulnérables qui subissent des pertes financières suite à des catastrophes climatiques.

L'accord contient aussi une clause concédée aux Etats-Unis, qui se voient ainsi reconnaître de ne pas avoir à répondre aux demandes de fonds des pays les plus vulnérables au changement climatique.

Les pièces manquantes

Aviation et transport maritime ne sont pas mentionnés dans l'accord

Le transport maritime international et l'aviation étaient tout autant que les pays riches. Pourtant ces secteurs ne sont pas soulevés à l'accord de la COP 21 car ils n'opèrent pas dans les frontières d'un pays spécifique. Par ailleurs, leurs émissions devraient considérablement augmenter d'ici à 2050.

Toujours pas de prix pour le CO₂

L'accord ne contient pas non plus de référence directe au prix du carbone. La tarification du carbone se fait en pénalisant la pollution par le carbone. Un prix du carbone clair et prédictible permettrait d'envoyer un message fort aux investisseurs, aux consommateurs et aux fournisseurs d'énergie. Le monde doit réinventer la lutte contre le changement climatique.

Les décisions de la COP21 en un coup d'œil

Les promesses nationales pour limiter les émissions

Avant le début de la conférence, plus de 180 pays ont soumis leurs promesses pour limiter les émissions de carbone.

Elles ne sont toutefois pas suffisantes. En effet, il faudrait qu'elles soient quand même à une hauteur de 2,2°C, voire plus. Sans autres mesures, la somme se dirige vers un réchauffement climatique de 4°C, au mieux, d'ici à 2100.

Maintenir le réchauffement climatique en dessous des 2°C

Lors de la conférence, les pays se sont accordés à maintenir la hausse moyenne des températures bien en dessous des 2°C par rapport au niveau préindustriel, et à franchir la barre des 1,5°C d'ici à 2100.

Parvenir à l'objectif des 2°C était encore supposable il y a quelques mois. Reste à savoir comment honorer cette promesse.

Objectif mondial à long terme : zéro émission

Les pays se sont engagés à atteindre l'objectif de « zéro émission net » entre 2050 et 2100.

Le comité scientifique de l'ONU sur le climat assure que les émissions totales de gaz à effet de serre devront être abaissées à zéro d'ici à 2050 pour éviter un réchauffement dangereux.

Faire le point tous les cinq ans

Les pays se sont accordés à une révision de leurs promesses tous les cinq ans, afin de les renforcer et de passer en dessous de la barre des 2°C. Le premier bilan aura lieu en 2023.

Le suivi régulier, réalisé grâce à un écran tactile, est un excellent outil pour rappeler leurs engagements aux pays qui pourraient avoir oublié.

Financement

Les fonds pour aider les pays en développement à s'adapter au changement climatique et à la transition vers des énergies propres ont été déplacés dans la partie non contraignante de l'accord. Par conséquent, les pays devront définir une feuille de route claire pour augmenter le financement climat à 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020.

Ce point est une concession faite aux Etats-Unis, qui savent qu'ils ne feront pas une telle promesse à cause d'un réchauffement républicain.



Sources: CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) et EurActiv recherche

Avec le soutien de :
BILL & MELINDA GATES Foundation

Oté

BORIS GAMALEYA DANN TABLO D'ONÈRE NOUT PÈP RÉNYONÉ.



Clélie et Boris Gamaleya derrière Max Rivière et Gervais Barret lors de l'arrivée à Paris des exilés par l'Ordonnance Debré, en septembre 1961.

Mézami, Mon bann dalone-dalon, konm zot i koné Boris Gamaleya la rotourn dann nout péi, inn-dè zané apré son mortalité laba dan La franss -son mortalité fizik ! Pars, é mi tonb dakor avèk Elie Hoareau ,kan li di Boris i mor ar pa zamé ...Par raporte son parkour d'vi, mé d'apré sak mi kroi li l'amenn plizyèr vi kissoi inn déyèr l'ote, kissoi an mèm tan, an rèv,an kochmar , an réalité, an akssyon épi an kréassion.

Si zot i domann amwin si mwin lété in moune prosh par rapor a li, m'a réponde azot : « *Non li lété pa prosh de mwin é mwin lété pa prosh dé li* ». Dayèr mi rovandik pa arien, é mi panss ké li son koté li l'avé pou mwin la konsidérassion k'in jéni konm li i pé an avoir pou in zéro la gosh d'in shif.Mi panss mèm ké apré in pti boute tan , li la du ranj amwin dann la poubèl sa mémoir é lé pli préférab konmsa.

I anpèsh pa ké lé pti pé lokazyon mwin la kotoiye ali, i konte pou bokou pou in moune konm mwin. Promyé zimaz sé kan li l'apré lir in fonnkèr kan François Coupou lé mor avèk lo kou bande kass an fèr- kolonyalist assassin-Mi rovoi ali kan li la pran l'aviyon pou alé dann légzil lordonans oktob 60 é mwin té pa la konm égzilé mé sinplomman pou aporte mon solidarité. Mi rapèl ankor Boris kan li lété apré forje lékritir oktob 77 avèk nou konm in groupe dalon pou atande léklozyon lo lékritir noute lang kréol La Rényon-sa la si tèlman mark amwin ké zordi ankor 44 zané apré mi kontinyé ékri prèss konmsa.

Mi antrovoi ankor détroi piblikassion avèk bande tèks Gamaleya kan mi aparète, mi rapèl pi pou kossa, konm dirèktèr la piblikassion*.Dann tan-la mwin téi rèv d'ète in lintélékstyèl rényoné-koméla mwin lé ziss kontan d'ète in rényoné.

Final de konte mwin l'avé la shanss viv dann in tan konmsa é si léspri Boris i plane an-o laba é ké mwin konm d'ote nou lé la pou anparl de li, mi panss lé bien d'an parl in gran pèrsonaz konm li-imortèl sirman é marké pou touzour dann tablo d'onèrè nout pèp rényoné.

*La mézon d'édition téi apèl REI(Réunion Edition impression) é sa téi aparien bande kominist rényoné.